

les impôts sont peu élevés ou encore de pays bien dotés en ressources naturelles. Ainsi, entre 1990 et 2003, l'investissement canadien dans les centres financiers officiels est passé de 11 milliards de dollars à 88 milliards de dollars, soit plus du quart de l'expansion totale de l'IDCE. La Barbade, les Bermudes, les Îles Cayman et les Bahamas sont les principales destinations parmi les centres financiers officiels ayant enregistré une forte croissance durant la dernière décennie. En Europe, l'investissement canadien est concentré aux Pays-Bas et dans deux pays où les impôts sont peu élevés (l'Irlande et la Hongrie), plutôt que dans les grands pays d'Europe continentale comme l'Allemagne et la France.

L'investissement canadien en Amérique centrale et en Amérique du Sud a été important, surtout au Brésil et au Chili, qui sont des pays riches en ressources. L'investissement direct du Canada dans ces pays a été plus important qu'au Mexique. L'investissement direct du Canada en Asie, mis à part le Japon, s'est concentré en Indonésie – un autre pays riche en ressources – et dans deux centres financiers, Singapour et Hong Kong. Contrairement à la perception publique, l'investissement direct du Canada dans les deux marchés asiatiques émergents que sont la Chine et l'Inde a été relativement modeste. En moyenne, l'investissement direct du Canada en Chine au cours de la période 1999-2003 n'a été que de 602 millions de dollars, ce qui est inférieur à l'investissement canadien dans des pays comme la Colombie et la Nouvelle-Zélande. L'investissement direct du Canada en Inde durant la même période a été de 178 millions de dollars, ce qui est comparable à l'investissement canadien à Panama.

En outre, les données indiquent que l'orientation de l'IDCE a changé au cours des dernières décennies, une part croissante prenant la destination de pays en développement.

La figure ci-après montre les parts de l'IDCE allant dans les pays développés et dans les pays en développement entre 1950 et 2000. Au début des années 50, les pays en développement ne représentaient qu'environ 10 p. 100 de l'IDCE total. Cette part a augmenté tout au long des années 60 pour atteindre 23 p. 100 à la fin des années 70. Les années 80 n'ont pas été favorables pour les pays en développement sur ce plan, alors que la part de l'IDCE allant dans ces pays est retombée à entre 13 à 15 p. 100 du total. Cependant, depuis 1989, la part de l'IDCE prenant la destination des pays en développement est revenue à son sommet des années 70 et l'a même dépassé, atteignant 25,2 p. 100 en 2000, après avoir marqué un creux de 13,4 p. 100 en 1989.

La répartition de l'IDCE entre les pays en développement a été très inégale (tableau D-2). La Barbade, les Bermudes, les Bahamas et les Îles Cayman dominent la liste des pays en développement qui reçoivent des investissements directs du Canada. Suivent la Hongrie et les économies d'Amérique du Sud et d'Amérique centrale riches en ressources, dont le Brésil, le Chili et l'Argentine. Ces pays, en plus du Mexique, et l'Indonésie, Singapour et Hong Kong en Asie ont accaparé 90 p. 100 de l'investissement canadien direct dans les pays en développement.

Investissement direct du Canada à l'étranger :
pays développés et pays moins développés

